

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LILLE MÉTROPOLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DU NORD Arrondissement de Lille Siège : Métropole européenne de Lille 1 rue du Ballon 59034 LILLE cedex	EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS du Syndicat mixte du SCOT de Lille Métropole
--	---

Comité syndical du 6 février 2015

Délibération n°6-2015

Objet : ÉLABORATION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)

Le vendredi six février deux mille quinze à neuf heures trente, le Comité syndical s'est réuni à l'Hôtel de la Métropole en salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Marc-Philippe DAUBRESSE, Vice-président.

Étaient présents :

Votants : 48

D.Baert, M.Borrewater, N.Bourghelles-Kos, D.Bourel, P.Canesse, R.Cauche, B.Cortequisse, J.Crespel, MP.Daubresse, B.Debreu, B.Delaby, G.Delbar, P.Delebarre, J.Delebarre, JL.Detavenier, AL.Dubois, R.Dubuisson, S.Ducret, J.Ducrocq, M.Dufermont, B.Dumortier, M.Dupont, E.Durand, L.Foutry, R.Gabrelle, H.Gadaut, P.Geenens, C.Gras, B.Haesebroeck, D.Hayart, P.Holvoote, C.Krieger, Y.Lassalle, N.Lebas, F.Marchand, JG.Masson, G.Mayor, H.Moeneclae, E.Momont, L.Monnet, R.Mulliez, D.Ponchaux, E.Rodes, L.Rohart, T.Rolland, JC.Sarrazin, C.Sartiaux, D.Wibaux.

Non votants : 7

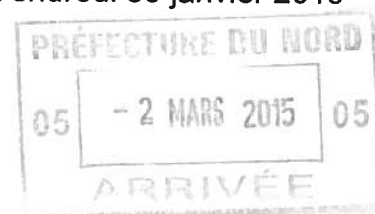
J.P.Bearez, A.Cambien, B.Chocraux, J.Pastour, S.Rocher, V.Six, F.Verdonck

Secrétaire de séance : Madame Hélène MOENECLAËY

Convocation aux délégués du Comité Syndical et affichage : Vendredi 30 janvier 2015

Nombre de délégués en exercice : 60

Publiée le : - 2 MARS 2015



SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LILLE MÉTROPOLE

Rapport de Monsieur le Président

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1991 portant création du Syndicat mixte du Schéma directeur de l'arrondissement de Lille,

vu les arrêtés préfectoraux du 21 septembre 2000 et du 15 février 2002 et modifiant les statuts du Syndicat mixte,

vu la délibération n°10-2002 du 6 décembre 2002 approuvant le Schéma directeur de Lille Métropole,

vu les arrêtés préfectoraux du 30 décembre 2003, du 11 mars 2005 et du 23 janvier 2015 modifiant les statuts du Syndicat mixte :

1. Préambule

Suite aux modifications du périmètre, à l'évolution des exécutifs depuis les élections municipales de mars 2014, et pour permettre la nécessaire prise en compte de nouvelles ambitions et projets qui les accompagnent, le Comité syndical décide d'engager une nouvelle procédure d'élaboration du Schéma de cohérence territoriale (SCOT).

En s'appuyant sur les travaux précédents, ses nouvelles ambitions relèvent notamment des préoccupations relatives au renforcement du positionnement européen et régional de la métropole lilloise et aux enjeux d'emplois et d'accessibilité.

2. La révision du schéma directeur de 2002

L'élaboration du SCOT, pour remplacer le schéma directeur de Lille Métropole de 2002 a été lancée le 27 novembre 2008 à l'échelle de l'arrondissement de Lille, territoire qui comprend Lille Métropole Communauté urbaine, les communautés de communes du Carembault, de la Haute-Deûle, du Pays de Pévèle, du Sud Pévélois et des Weppes, ainsi que la commune de Pont-Marcq. L'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole a été chargée de mener les travaux techniques en conséquence.

Le travail sur le diagnostic territorial a été présenté le 22 octobre 2010. Il a permis de poser les fondements du projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Les orientations du PADD ont été débattues par les élus du Syndicat mixte le 12 novembre 2012.

Le PADD a été organisé autour de trois grands axes : l'ambition d'une métropole des proximités, à la fois attractive et solidaire, le dessin d'une éco-métropole responsable, exemplaire en matière d'environnement, et le positionnement d'une métropole régionale, européenne et transfrontalière.

Le PADD a guidé les travaux préparatoires au Document d'orientation et d'objectifs (DOO), la partie opposable du SCOT. Les travaux du DOO ont été menés et partagés au premier semestre 2013 avec l'ensemble des maires et les personnes publiques associées à l'élaboration du SCOT.

Le Syndicat mixte a pris la décision en 2013 de reporter l'arrêt du projet de SCOT après les élections municipales de 2014.

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LILLE MÉTROPOLE

3. Contexte territorial

Depuis cette décision, le contexte administratif local a évolué consécutivement à l'adoption de la loi de réforme des collectivités territoriales. En juin 2014, la Communauté de communes Pévèle Carembault, créée le 1^{er} janvier 2014, a décidé de rejoindre le SCOT de Lille Métropole. L'intégration au périmètre du SCOT de Lille Métropole de neuf communes appartenant auparavant au territoire du SCOT du Grand Douaisis doit être prise en compte.

Le 19 juin 2014, le Syndicat mixte s'est réuni pour la première fois après les élections municipales pour installer les nouveaux élus qui définiront les orientations stratégiques pour les années à venir.

Le 1^{er} janvier 2015, Lille Métropole Communauté urbaine (LMCU) est devenue Métropole Européenne de Lille (MEL). En application de l'article L. 5217-4 du code général des collectivités territoriales, la Métropole s'est substituée de plein droit à LMCU dans toutes ses délibérations et tous ses actes. À ce titre, la Métropole est devenue en lieu et place de LMCU membre du Syndicat mixte du SCOT de Lille Métropole.

Le projet du SCOT s'inscrit dans un contexte régional et doit prendre en compte les normes environnementales supérieures et les documents régionaux et nationaux récents, comme le schéma national des infrastructures de transport (SNIT), le schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) adopté le 26 septembre 2013, le schéma régional des transports (SRT) adopté le 26 septembre 2013, le schéma régional climat, air, énergie (SRCAE) adopté le 24 octobre 2012, la charte du Parc naturel régional Scarpe-Escaut et les documents des territoires voisins comme le schéma de développement de l'espace régional wallon (SDER) adopté le 7 novembre 2013.

4. Contexte juridique

L'élaboration du SCOT doit également s'adapter aux récentes évolutions législatives, notamment à la loi ALUR pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014, à la loi relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises dite « ACTPE » du 18 juin 2014 et à la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014.

Plus particulièrement, la loi ALUR, qui encadrera l'élaboration du SCOT, vise à produire plus de logements, en recherchant l'équilibre social de l'habitat, des transports, des équipements et des services, tout en assurant la transition écologique du territoire. Elle s'inscrit dans le mouvement initié par la loi de solidarité et de renouvellement urbains (SRU), prolongé par la loi Grenelle II. La gestion économe et maîtrisée de l'espace ainsi que le développement durable deviennent des objectifs essentiels.

La loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « MAPTAM » du 27 janvier 2014 développe et élargit les compétences de Lille Métropole Communauté urbaine, devenue MEL. Ainsi, la Métropole Européenne de Lille prend place parmi les grandes métropoles françaises et européennes. Cette situation renforce l'objectif du SCOT de Lille Métropole de conforter son positionnement régional et européen.

Selon l'article L.122-1-3 du Code de l'urbanisme, les grandes orientations du SCOT fixent les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des mobilités et des infrastructures de transport de personnes et de marchandises, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles et particulièrement la protection de la ressource en eau, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LILLE MÉTROPOLE

Selon les articles L.122-1-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il s'agit plus particulièrement de définir des priorités stratégiques pour l'aménagement et le développement durables des territoires :

- en présentant une analyse rétrospective (dix ans), en définissant et en justifiant des objectifs chiffrés de limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et en définissant les conditions d'un développement urbain maîtrisé, en cohérence avec les axes de transports en commun ;
- en respectant les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers, et en précisant les principes de restructuration des espaces urbanisés et de revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- en assurant la mise en valeur des entrées de ville et la valorisation des paysages, tout en prévenant les risques naturels et technologiques.

5. Les objectifs poursuivis par le Syndicat Mixte du SCOT de Lille Métropole dans le cadre de l'élaboration du SCOT

Deux ambitions transversales

Issues du bilan du Schéma directeur, des travaux entrepris dans le cadre de l'élaboration du SCOT de Lille Métropole et des évolutions du contexte territorial, deux ambitions transversales guident le projet de territoire :

- **Conforter le rôle de la métropole européenne comme locomotive du développement régional et capitale de la grande région Nord-Pas de Calais-Picardie**

Par sa taille, son poids économique et démographique, sa géographie, son positionnement (carrefour routier européen, « hub » ferroviaire, proche des grands ports européens), mais aussi l'importance de son pôle universitaire, la métropole lilloise constitue une métropole européenne et transfrontalière. Le SCOT doit confirmer la métropole dans son rôle moteur de capitale régionale. Pour cela, elle renforcera ses liens économiques, sociaux et démographiques avec les autres territoires de l'euro-région et notamment les territoires limitrophes.

- **Créer les conditions urbaines pour assurer la transition énergétique et écologique**

Le SCOT de Lille Métropole proposera un développement du territoire au service de la maîtrise de l'énergie, du développement des énergies renouvelables, de la lutte contre le réchauffement climatique, de la protection de l'environnement et du cadre de vie des habitants. En proposant des choix en matière de logement, d'économie, d'équipements, de trame verte et bleue ou encore de transports, le SCOT s'inscrira dans la démarche régionale vers la troisième révolution industrielle.

Le Syndicat mixte du SCOT de Lille Métropole cherchera à incarner ces deux ambitions transversales par la poursuite des **objectifs** suivants :

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LILLE MÉTROPOLE

- **se mobiliser en faveur du développement économique, des capacités d'innovation, de l'excellence économique**

La recherche de conditions favorables à la création d'emplois reste un enjeu majeur pour la métropole, qui souhaite disposer d'une offre foncière et immobilière différenciée pour répondre à différents besoins économiques : tertiaires, industriels, artisanaux, commerciaux, agricoles, ... L'objectif est de s'inscrire dans un développement régional dynamique et de miser sur l'innovation et l'excellence économiques pour préparer le territoire aux mutations à venir.

- **améliorer l'accessibilité du territoire et la fluidité des déplacements**

Le SCOT poursuit l'objectif d'établir les conditions d'un système de transport plus durable et plus fiable pour les déplacements internes, d'échanges et de transit, de personnes comme de marchandises. Il s'agit pour cela, de conforter les infrastructures existantes aux différentes échelles, en les optimisant pour tendre vers un système de transport robuste et capacitaire, tant routier, ferroviaire, fluvial ou concernant les infrastructures de transports en commun. Le maillage des réseaux de transport vise à privilégier une progression importante de l'utilisation des transports collectifs, à favoriser les éco-mobilités et la ville des courtes distances.

- **répondre aux besoins des habitants dans une dynamique de solidarités**

Le SCOT poursuit l'ambition d'être une métropole accueillante, attractive et solidaire, capable de répondre aux besoins importants de logements, en nombre et en qualité. Le développement d'une offre de logements diversifiée, tenant compte des besoins et des particularités locales et répartie de façon équilibrée et cohérente sur le territoire, prenant notamment en compte l'accessibilité, la maîtrise de flux de déplacements et le contexte urbain et rural, est un objectif majeur du SCOT. Une attention particulière doit être portée sur les secteurs défavorisés.

- **renforcer la qualité des cadres de vie et la satisfaction des besoins de proximité**

Au-delà des choix d'implantation des grands équipements métropolitains éducatifs, sportifs ou culturels, la Métropole recherchera une qualité du cadre de vie à toutes les échelles, notamment à l'échelle du quartier, du quotidien des habitants (écoles, commerces, accès aux services publics...). La mise en valeur de l'ensemble des paysages urbains et ruraux, ordinaires et emblématiques, le traitement des franges urbaines, la qualité de l'espace public et la valorisation des patrimoines seront mis au service de cet objectif.

- **viser l'exemplarité en matière d'environnement**

La transition énergétique, la prévention des risques naturels et technologiques, la protection des ressources naturelles – eau, sol, climat, air – et de la biodiversité ainsi que le traitement des friches, la poursuite des efforts en matière de renouvellement urbain et la protection des espaces agricoles et naturels sont des objectifs au service d'une ambition forte : faire de la Métropole un territoire exemplaire, sur la base d'une organisation spatiale maîtrisée de la métropole lilloise, constituée pour moitié de paysages agricoles et naturels. Le SCOT se donne pour but le maintien de l'activité agricole.

La recherche d'outils adéquats

Le SCOT aura à transcrire spatialement l'ensemble de ces objectifs. Pour ce faire, il mettra en place des outils spécifiques permettant de garantir un développement cohérent. Il s'agira plus particulièrement

- de mettre en place un suivi continu du SCOT pour préparer l'analyse des résultats de l'application du schéma, conformément à l'article L. 122-13 du Code de l'urbanisme, notamment

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LILLE MÉTROPOLÉ

en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantations commerciales ;

- d'appréhender les secteurs dont l'évolution potentielle sera déterminante pour le développement de l'ensemble de la métropole. Le SCOT identifiera notamment des territoires spécifiques à la métropole où se concentrent et se croisent des enjeux liés aux grandes questions des métropoles contemporaines (attractivité du cadre de vie, attractivité économique, solidarités, liens entre les secteurs urbains et ruraux). Il définira aussi les critères du développement potentiel des territoires périurbains et ruraux, dans le respect des spécificités locales et de la diversité de l'ensemble des communes du territoire du SCOT.

6. Les modalités de concertation publique

Conformément aux dispositions des articles L. 122-6 et L. 300-2 du Code de l'urbanisme, les réflexions relatives à l'élaboration du Schéma de cohérence territoriale seront menées sur le territoire dans le cadre d'une concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, notamment les acteurs du développement et de l'aménagement du territoire concerné pendant toute la période d'élaboration du projet, afin de leur permettre d'accéder aux informations relatives au projet d'élaboration du SCOT ainsi qu'aux avis requis par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

Les modalités de concertation suivantes seront mises en œuvre :

- informer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées par différents modes de publications selon les sujets abordés : article(s) de presse, site internet du SCOT (<http://www.scot-lille-metropole.org>), publication(s) spécifique(s) du METROSCOT (journal du SCOT) ;
- sensibiliser ces personnes aux enjeux du territoire et sa mise en valeur, tels qu'envisagés dans le projet de SCOT, notamment par une exposition itinérante dans les intercommunalités membres du Syndicat mixte du SCOT ;
- partager et échanger autour du projet avec ces personnes par l'organisation de plusieurs réunions publiques sur le territoire du SCOT ouvertes à tous ;
- recueillir les observations et propositions de ces personnes par l'ouverture de registres (un registre sera ouvert au sein des Hôtels de Communauté de chaque intercommunalité membre du SCOT de Lille Métropole, et un « e-registre » via le site internet du SCOT) ; ces observations et propositions seront enregistrées et conservées par le Syndicat Mixte ;
- saisir les Conseils de Développement de Lille Métropole et de Pévèle Carembault.

Un bilan de la concertation sera effectué à l'arrêt du projet du SCOT, conformément à l'article L.300-2, 6^{ème} alinéa et l'article R.122-9 du Code de l'urbanisme et sera annexé au dossier de l'enquête publique.

Cette concertation n'est pas exclusive de dispositifs de dialogue citoyen avec les élus et d'actions de communication que souhaiteraient développer les intercommunalités, communes et partenaires de la métropole.

SYNDICAT MIXTE DU SCOT DE LILLE MÉTROPOLÉ

Le Comité syndical décide :

- de lancer la procédure d'élaboration du SCOT de Lille Métropole dans son nouveau périmètre
- de poursuivre les objectifs précisés ci-dessus afin de conforter ses ambitions en tant que métropole européenne, attractive et solidaire
- d'engager la concertation publique selon les modalités définies ci-dessus.

Le Comité syndical a adopté la délibération n°4-2015.

Conformément à l'article R.122-15 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois :

- au siège du Syndicat mixte du SCOT :
Hôtel de la Métropole européenne de Lille
1 rue du Ballon
59034 LILLE cedex ;
- dans les mairies des communes-membres concernées.

Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.

La délibération sera également consultable sur le site internet du SCOT de Lille Métropole.

Le dossier sera consultable au siège du Syndicat mixte du SCOT. Chacune des formalités de publicité le mentionnera.

Damien CASTELAIN
Président du Syndicat mixte
du SCOT de Lille Métropole



PRÉFECTURE DU NORD
05 - 2 MARS 2015 05
ARRIVÉE